À rebours de la radicalité du Triennio : Pietro Avogadro, un noble jacobin et... anti-italien

*Against the radicalism of the Triennio : Pietro Avogadro, a jacobin noble and an
anti-Italian*

Antonino De Francesco

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10609>

DOI : 10.4000/ahrf.10609

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 161-178

ISBN : 978-2-200-92559-8

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Antonino De Francesco, « À rebours de la radicalité du Triennio : Pietro Avogadro, un noble jacobin et... anti-italien », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 357 | juillet-septembre 2009, mis en ligne le 01 septembre 2012, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10609> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10609>

À REBOURS DE LA RADICALITÉ DU TRIENNIO : PIETRO AVOGADRO, UN NOBLE JACOBIN ET... ANTI-ITALIEN

Antonino DE FRANCESCO

La distinction entre modérés et extrémistes dans l'Italie occupée par les troupes françaises entre 1796 et 1799 a longtemps été pensée au travers d'une dichotomie : d'un côté, les modérés, afin de sauvegarder leur position socio-politique auraient refusé tout compromis avec une vision nouvelle de la société italienne révolutionnée, d'un autre côté, les extrémistes, s'inspirant du modèle jacobin français, auraient défendu la naissance d'un État national unitaire dans la péninsule. Toutefois, cette distinction se révèle désormais peu convaincante : l'exemple de Pietro Avogadro, noble, extrémiste jacobin, réfugié piémontais dans la Cisalpine et pourtant adversaire résolu de l'unité italienne montre la complexité de la dimension politique et idéologique du patriotisme italien.

Mots-clés : Avogadro, Pietro, Triennio jacobin (1796-1799), Radicalisme politique, historiographie italienne.

La distinction entre modérés et extrémistes dans l'Italie occupée par les troupes françaises a souvent été proposée au travers d'une confrontation violente entre ceux qui, voulant conserver leurs privilèges traditionnels durant l'occupation, s'accordaient sur l'inutilité de toute initiative politique, recherchant l'accord avec les armées françaises et ceux qui, en revanche, ne renonçaient pas, au nom de la Révolution, à réclamer une pleine liberté d'action, quitte à s'opposer aux forces de la Grande Nation. De ce point de vue, dans cette Italie des Républiques sœurs, les modérés seraient ceux qui avaient uniquement subi l'invasion française, s'en

accommodant tant bien que mal, tandis que les radicaux n'étaient pas seulement ceux qui avaient applaudi à l'arrivée des troupes françaises mais n'avaient même pas attendu leur descente pour embrasser la cause révolutionnaire, ne tardant pas à entrer en opposition avec les soldats tout d'abord réclamés. Cette distinction, qui a caractérisé les orientations historiographiques sur les années du *Triennio giacobino* (1796-1799), est née des fondements d'une histoire nationale se construisant sur des représentations simplifiées au moment de justifier l'unité de la péninsule. Ce n'est point un hasard si cette même interprétation a toujours rappelé que c'était surtout parmi ceux qui s'étaient trouvés les premiers opposés à la France que s'était diffusée la revendication d'une Italie unie, bientôt devenue l'un des principaux attributs, aux yeux même des Français, afin de qualifier ceux que l'on n'allait point tarder à appeler les éléments «anarchistes», soulignant par là plus que leur refus de toute autorité, leur esprit d'indépendance.

Suivant ce chemin, le mouvement patriotique qui regarde avec intérêt la descente des Français se trouve ainsi divisé en deux parties distinctes et adversaires : d'un côté se trouvent ceux qui, au lendemain de l'invasion, ont intérêt à maintenir leur avantage social, refusant d'anticiper sur les conséquences politiques de la guerre commencée, de l'autre se rencontrent ceux qui entendent mener à son but naturel l'issue d'un conflit révolutionnaire. Ces derniers désiraient bâtir un nouvel ordre directement inspiré du modèle jacobin français, à l'intérieur duquel la naissance d'un État national dans la péninsule constituait un but mais aussi une prémisses nécessaire. Projet radical s'il en fut.

Il est utile d'ajouter que tout au long de ce parcours, les catégories de « modération » et « d'extrémisme » dans l'Italie de Bonaparte étaient rigoureusement tracées et ces deux groupes – que l'historiographie a souvent désignés avec les mots impropres de « modérés » et « jacobins » – ont pendant longtemps marqué, avec leur caractère indéterminé, plus souvent manipulé que clairement défini, la reconstruction *a posteriori* de la lutte politique durant les années du *Triennio*.

Désormais il est admis que cette opération historiographique n'a que peu de liens concrets avec le panorama politique et idéologique de l'époque : l'étude de la République cisalpine, à laquelle les contemporains attribuèrent la plus grande signification politique parmi les républiques italiennes, montre que les prétendus jacobins ne cherchèrent pas à s'appeler ainsi et tentèrent en revanche d'éloigner d'eux une appellation qu'ils savaient être un élément de discrédit politique, préférant toujours se définir simplement sous le terme de « patriotes ». Leurs adversaires ne

manquèrent pas de les appeler « anarchistes » et dénoncèrent leur radicalisme politique et idéologique. Pour autant ils n'auraient à leur tour pas accepté d'être désignés par le terme de « modéré », cherchant eux aussi dans la bataille des mots à conquérir celui, résolument plus qualifiant, de « patriote ».

Il est enfin utile de rappeler comment, dans la Cisalpine aussi, parallèlement aux événements de la politique intérieure du Directoire en France, les deux partis trouvent des expressions davantage conformes aux modes de représentation des modèles idéologiques importés de Paris, plus que par l'émergence de la particularité d'une confrontation autochtone.

L'exemple du coup d'État de Rivaud, à la fin de l'année 1798, est éclairant : dans une situation internationale que l'impasse des négociations de Rastadt oriente vers la guerre, le Directoire, inquiet face aux prétentions de la République cisalpine, prétendant revendiquer des territoires au-delà des frontières établies en 1797¹ décide d'intervenir dans la vie politique de la République-sœur de manière brutale : le 16 décembre 1798, l'ambassadeur Rivaud chassa de l'exécutif cisalpin les directeurs qui étaient proches du général Brune et de l'ex-ambassadeur Fouché – tous des « anarchistes qui étaient impatients de secouer ce qu'ils appellent le joug des français »² – pour les remplacer par des hommes prêts à obéir aux directives françaises. Rivaud reconstitua les deux conseils par la désignation d'hommes politiques qui lui paraissaient bien plus modérés³. C'était, apparemment, la fin du parti des « exagérés », qui – écartés du jeu politique milanais – ne cachèrent plus leur aversion pour Paris (d'où le passage du général Lahoz au camp autrichien)⁴ tandis que la Cisalpine, redevenue officiellement modérée, allait promptement se plier au bon vouloir financier du tout puissant allié, pour l'accompagner, d'une manière d'ailleurs peu glorieuse, à l'indésirable campagne militaire de 1799⁵.

(1) Sur la politique expansionniste de la Cisalpine, voir A. DE FRANCESCO, *Rivoluzione e costituzioni : saggi sul democratismo politico nell'Italia napoleonica, 1796-1821*, Napoli, Esi, 1996, p. 29-50.

(2) Archives Nationales, AF III 71, d. 290, lettre de Rivaud au Directoire exécutif.

(3) C. ZAGHI, *Il Direttorio francese e la Repubblica cisalpina*, Rome, Istituto Storico italiano per l'età moderna e contemporanea 1992, vol. II, en particulier les pages p. 473-536 sur la prétendue offensive directoriale contre la démocratie cisalpine.

(4) Voir D. SPADONI, *Il generale La Hoz e il suo tentativo indipendentista nel 1799*, Macerata, Unione tipografica operaia 1933. Voir aussi C. ZAGHI, *Nota sul generale La Hoz*, dans *Rassegna storica del Risorgimento*, I, 1935, p. 85-101.

(5) C. ZAGHI, *Il Direttorio*, op. cit., p. 973-977.

Sous cet angle, l'affaire Rivaud pourrait bien être proposée comme la dernière phase d'une histoire de violence politique toujours perpétrée par la France directoriale à l'égard d'une république insignifiante dont l'existence était subordonnée à l'indulgence intéressée de Paris. Cependant, si l'on suit les vicissitudes cisalpines dans les semaines qui vont suivre le coup d'État, les faits paraissent bien différents : tout d'abord, parce que la répression des anarchistes ne dure que l'espace d'un matin et de nombreux patriotes extrémistes incarcérés d'abord, vont rapidement retrouver leur liberté. Tel est le cas de Matteo Galdi, un napolitain arrivé à Milan à la suite de Bonaparte, toujours rangé du côté des radicaux, soutenant dans ses pamphlets et dans les journaux qu'il publiait, les raisons de l'unité politique de la péninsule par la voie de la création d'une république unitaire⁶.

Un exemple semblable provient d'un autre patriote, appartenant à la noblesse lombarde, Francesco Aimi Visconti, membre du Directoire dissous par Rivaud et qui obtint sa liberté après quelques jours d'incarcération⁷. Tous les deux reçurent du Directoire que Rivaud venait de mettre en place, d'importantes charges diplomatiques : Galdi fut nommé, à la fin de décembre 1798, agent cisalpin près la République batave⁸ et Visconti, à son tour, reçut la même charge auprès de la République helvétique⁹. De plus, l'épuration des conseils s'était révélée pareillement vaine et de nom-

(6) Sur Matteo Galdi, voir la mise à point de Alessandro TUCCILLO dans M. GALDI, *Memorie diplomatiche*, Napoli, Guida, 2008, p. 5-64 (et la bibliographie aux pages 65-71) et sur l'attention qu'il portait aux problèmes constitutionnels, M. VAGHI, « Angelo Matteo Galdi e il dibattito sulla costituzioni dell'anno III. Il caso delle "Réflexions sur les révolutions dans la République batave" », dans *Nuova rivista storica*, XCII, 2008, p. 455-480.

(7) C. ZAGHI, *Il Direttorio*, op. cit., vol. II, p. 999-1005. Voir aussi *Un diario inedito di Pietro Custodi : 25 agosto 1798 – 3 giugno 1800*, Milano, Giuffrè, 1940, p. 79-80.

(8) Archives d'État de Milan (=ASM), *Marescalchi*, pl. 45, lettre du directeur Adelasio au citoyen Serbelloni à Paris, du 9 pluviose an VII, 28 janvier 1799 : « Cette lettre vous sera présentée par le citoyen Galdi, nommé notre agent à la Haie. En se rendant à sa destination en passant par Paris, il a régulièrement eu par moi une note pour vous. Je lui ai confié cette tâche autant plus volontiers qu'il me semble de voire en lui une parfaite volonté de rendre ses talents réellement utiles à la Cisalpine » Mais il est utile de rappeler aussi le témoignage du poète Vincenzo Monti, d'après lequel le 12 décembre Galdi, bien qu'encore en prison, était en train d'être nommé à la chaire de droit constitutionnel : « Galdi est encore en forteresse. Et pourtant, comme il est clair qu'il n'est pas tellement concerné par les opérations de Salvador et Fantoni, le Directoire l'a nommé à la chaire de droit constitutionnel à Brera. Je crois que l'on va adopter la résolution d'employer des autres patriotes qui n'aient perdu complètement le droit à la reconnaissance publique pour les mélanger avec les principes de la réforme ». Voir V. MONTI, *Epistolario*, Firenze, Le Monnier, 1927, vol. II (1797-1805), p. 157.

(9) Voir CUSTODI, op. cit., p. 84. Voir aussi ASM, *Marescalchi*, pl. 49 ter, *Miscellanea*: G. CONTI, *Avvenimenti in Italia dal 3 dicembre 1798 sino al 22 aprile 1799*, f. 13r : « Maintenant on croit que Visconti devrait commencer son chemin vers la légation auprès de la République helvétique bien que, en force d'un certain décret du Directoire français, lui serait interdit n'import quel employ administratif ou diplomatique ».

breux tenants du parti radical s'étaient vu confirmer les charges qu'ils détenaient. Une lettre très embarrassée de Rivaud le confirme. Le 19 décembre 1798 il renseignait Paris sur son impasse politique, laissant entendre le bien fondé d'une autre stratégie : « Ne me supposant pas le pouvoir de défaire ce que j'ai fait, j'ai pensé qu'il fallait prendre une autre voie, celle d'ouvrir à l'ambition de ces hommes-là une autre carrière dans laquelle on les arrêtera quand on voudra [...] Cet expédient un peu trop digne des hommes contre lesquels on l'emploie, était indispensable pour purger le corps législatif »¹⁰.

Paroles surprenantes, qui semblent confirmer l'échec politique de son coup d'État : en effet, le général Joubert, qui venait d'abattre le roi du Piémont et soutenait les opérations militaires de Championnet contre le roi de Naples, était entre temps intervenu, imposant à Rivaud – qui ne perdait pas une occasion de dénoncer à Paris les anarchistes de l'état major de l'Armée d'Italie – une sorte de neutralisation des partis et la constitution d'un exécutif où tous les courants seraient représentés au nom du soutien à la nouvelle guerre révolutionnaire¹¹. Les termes de l'accord enfin trouvés entre les deux partis sont éclaircis par une autre lettre que le 17 janvier 1799, à la veille de la chute de Naples, Rivaud, de plus en plus inquiet, adressait au Directoire : il y était joint un mémoire, rédigé par le nouvel exécutif milanais, qui réclamait l'élargissement de la Cisalpine à l'Ouest par l'intégration des territoires appartenant à la République piémontaise nouvellement créée : « Les circonstances – écrivait-il avec amertume – ont réveillé dans le gouvernement cisalpin des idées d'agrandissement sur lesquelles, j'ai dû ne pas me permettre de présenter vos intentions et m'interdire toute explication »¹².

(10) Archives Nationales, AF III 71, d. 290, lettre de Rivaud au Directoire Exécutif datée 30 frimaire an VII (20 décembre 1798).

(11) ASM, *Marescalchi*, pl. 45, Lettre du directeur cisalpin Adelasio au citoyen Serbelloni à Paris du 7 nivôse an VII, 27 décembre 1798: « Rivaud [...] agit avec force et il ne se laisse pas énerver par le parti adversaire, qui ne manque pas l'occasion ni le moyen de renaître. Mais Joubert appuie secrètement la dissidence, fait espérer le retour de l'ordre cessé et cause donc la plus grande paralysie de nos opérations ».

(12) Voir aussi la lettre du directeur cisalpin Adelasio au citoyen Serbelloni à Paris, où il revient sur la force du parti lié à Joubert et sur l'impossibilité de s'en débarrasser pour ne pas se heurter à l'Armée d'Italie: « Cher Serbelloni, vous nous traitez de tièdes et de faibles, et je crois que telle doit être aussi l'idée du Directoire français à notre égard. Mais jusqu'à maintenant les choses ici étaient trop délicates pour ne pas tenir compte des menaces et les forces de l'opposition. Les instructions de Rivaud tendaient à neutraliser les partis, non pas à opprimer l'anarchie : le ministre, au moment où il conseillait la force, prêchait la modération et l'exécution de la constitution bien que, vous le savez, elle nous laisse complètement démunis en matière de police. Rajoutez y la protection acharnée que le général Joubert donnait... où moment où l'ouverture de la campagne était sur le point de le rendre tout-puissant, rajoutez y les exemples passés et ensuite jugez si notre prudence mérite le titre de faiblesse » ASM, *Marescalchi*, pl. 45, lettre du directeur Adelasio au citoyen Serbelloni à Paris du 14 pluviôse an VII, 2 février 1799.

Pourtant, la concorde retrouvée entre les partis cisalpins au nom d'une politique d'agrandissement territorial dans la péninsule, loin de favoriser une union majeure entre les forces patriotiques, avait amené des nouvelles divisions, certains patriotes piémontais, bien que proches des milieux extrémistes, n'acceptant pas l'hypothèse d'une annexion, défendue par le gouvernement de Milan. Autrement dit, le front patriotique s'affaiblit, avec des contestations venant de la gauche de l'échiquier politique, autour du projet d'une République italienne, conçue comme extension naturelle de la Cisalpine.

Ces exemples permettent de penser que la distinction entre « jacobins » et « modérés » à laquelle une historiographie a longtemps habitué ses lecteurs ne correspondrait qu'à une classification confortable et rassurante, masquant en grande partie le débat politique du *Triennio*, en y adaptant des catégories politiques propres à la génération suivante, celle du début de l'unité italienne. En effet, la distinction entre modérés et extrémistes ressemble à celle du XIX^e siècle quand, pendant la période communément appelée *Risorgimento*, les deux groupes se développèrent effectivement et se confrontèrent longtemps sur le procès d'unification politique de la péninsule.

Le fait que l'historiographie de l'Italie républicaine au XX^e siècle ait récupéré cette division idéologique en l'adaptant ensuite au contexte du *Triennio* dit beaucoup sur ses fins : il fallait souligner comment les deux partis étaient déjà en gestation dès 1796. Il fallait suggérer également que les modérés, grâce à l'aide de la France directoriale, l'avaient emporté rapidement. Cela impliquait une relecture de toute l'histoire de l'Italie moderne à la lumière d'une révolution manquée. En effet la meilleure portion des Italiens – la minorité vertueuse représentée par les jacobins – avait été éliminée de la scène politique (malgré leur volonté de donner vie à un État national). Leur legs heureusement était repris (mais en réalité profondément déformé) par le spiritualisme de Mazzini.

Cette reconstruction appartient à une saison politique et idéologique de l'Italie du XX^e siècle qui n'a pas toujours tenu compte de façon concrète des groupes qui, depuis 1796, se reconnaissaient dans le nouvel ordre français. En revenant au *Triennio* – et à la République cisalpine en particulier – il est possible de reconsidérer le rapport entre extrémisme politique et projets d'unité de la péninsule, et de vérifier que l'adéquation ne fonctionne pas automatiquement.

Dans les pages qui suivent seront présentées les vicissitudes d'un patriote piémontais, exilé à Milan durant la République cisalpine, qui a

ensuite occupé des places de responsabilité à l'intérieur de la République piémontaise de 1799 et qui, après avoir partagé avec les unitaires de Milan les parcours politiques et les expériences insurrectionnelles, a cependant défendu l'indépendance subalpine par rapport à l'annexion cisalpine. Cet homme, un noble qui avait essayé de soulever la population contre la maison de Savoie à partir de 1797, ne renonçait pas à des lectures radicales, mais, refusait d'imaginer une unité de l'Italie contredisant bien des schémas élaborés ultérieurement.

Les notes qui suivent sont le fruit de l'intérêt pour cette « irrégularité » et résultent de la volonté d'offrir une lecture plus articulée du jacobinisme dans la péninsule, libérée de l'impératif du thème unitaire (et, par conséquent, de l'opposition à la présence française). Ainsi en faisant bouger les lignes interprétatives ce sont toutes les catégories jusque là convenues de modérés et d'anarchistes qui pourront évoluer. Le débat est loin d'être clos encore aujourd'hui en Italie au moment d'interpréter le *democratismo* apparu dans la péninsule après 1796, qui continue d'être présenté sous le trait, certainement important mais sûrement réducteur, de l'unitarisme et du refus du Directoire.

« Ennemi irréconciliable des despotes/ Commandant des phalanges républicaines dans les champs d'Olona/ Chassé le dernier Charles, fut membre du gouvernement libre en l'an VII/ Dans l'éruption des bandes barbares/ Resta innocent dans le séjour de la faute/ Où, endormie la vigilance des gardiens inhumains/ Du sein des allobroges qui l'accueillirent fugitif/ Revint en l'an VIII entre les siens nommé législateur par Berthier »¹³.

Avec cette phrase, inscrite sur son sarcophage, en l'an IX républicain, la Consulte du Piémont voulait rendre un hommage solennel à l'un de ses membres qui venait de décéder, Pietro Francesco Giuseppe Maria Avogadro de Formigliana, né dans le château de Valdegno près de Biella le 26 juillet 1760 et mort à Turin le 25 novembre 1800¹⁴. Les mots choisis

(13) *Nemico dei despoti irconciliabile Pietro Avogadro
Duce nei campi d'Ossola di repubblicane falangi
Espulso l'ultimo Carlo fu membro del governo libero l'anno VII
Nella eruzione delle orde barbariche
Langui tra ceppi innocente nel soggiorno della colpa
Ove dei custodi inumani la vigilanza addormentata
Dal seno degli ospitali allobrogi che lui fuggente ricoverarono
Tornò l'anno VIII tra suoi legislatore da Berthier nominato*

(14) Sur la figure d'Avogadro voir les pages de F. DI VIGLIANO, *Un patrizio biellese condannato a morte e graziato nel 1797*, in "Illustrazione biellese", XI (1941), n. 11, p. 7-15 où à la p. 14

par l'exécutif du Piémont rappelaient précisément la brève carrière politique du républicain honoré : condamné à mort en 1797 pour avoir essayé de soulever la foule de Biella au nom des idées révolutionnaires de la France¹⁵, gracié peu de temps après et pourtant forcé à l'exil dans la République cisalpine, il avait inutilement essayé d'attaquer les terres du roi de la maison de Savoie en avril 1798, quand un corps de volontaires français et cisalpins avait accompagné la tentative malheureuse de quelques exilés piémontais de rentrer de force dans leur patrie¹⁶.

Il avait été sauvé de cette aventure malheureuse par les événements des mois suivants, lorsque les Français – craignant une entente secrète entre la maison de Savoie et Ferdinand IV de Bourbon (alors en guerre contre Championnet dans l'État romain) – avaient décidé d'éloigner le roi de Savoie de Turin et avaient composé, en décembre 1798, un gouvernement provisoire dont Avogadro fut appelé à faire partie.

L'historien Giorgio Vaccarino a bien montré les tensions entre l'exécutif nommé par le général en chef Joubert et certains cercles patriotiques liés à la Cisalpine. La décision du gouvernement turinois de proclamer la volonté d'annexion du Piémont à la France trouva une opposition désespérée dans les milieux unitaires qui cherchèrent à bloquer par tous les moyens une initiative destinée, à court terme, à un échec au moment où l'invasion russe et autrichienne de 1799 étouffait l'expérience républicaine turinoise¹⁷.

En tant que membre du département de l'Eridano, Avogadro n'échappe pas à la répression (comme le rappelle Bonafous dans ses mémoires, il fut condamné à la confiscation de ses biens et, tout de suite

l'on trouve toute l'inscription du sarcophage. Quelques notes sur Avogadro aussi en D. SIRACUSA, *Biella giacobina (1796-1801)*, Pollone, Leone e Griffa, s.d., p. 56-9 et 71 (où on trouve les honneurs concédés à Avogadro).

(15) On a de nombreuses reconstructions des émeutes paysannes où s'inséra l'action politique d'Avogadro : voir N. BIANCHI, *Storia della monarchia piemontese*, Torino, Bocca, 1878, vol. II, p. 605-608 et 629-38 et G. PRATO, *L'evoluzione agricola nel secolo XVIII e le cause economiche dei moti del 1792-1798*, dans *Memorie dell'Accademia delle scienze di Torino*, 60 (1910), p. 101-102. M. RUGGIERO, *Le rivolte dei contadini piemontesi, 1796-1802*, Torino, Piemonte in bancarella, 1974, p. 71-74; G. GRISERI, *Lo stato sabaudo dall'armistizio di Cherasco al 1798*, in *Quando San Secondo diventò giacobina. Asti e la repubblica del luglio 1797*, a cura di G. Ricuperati, Torino, Edizioni dell'Orsa, 1999, p. 45. Pour une lecture des émeutes paysannes en Piémont à la fin du XVIII^e siècle, voir G. RICUPERATI, *Il Piemonte sabaudo. Stati e territori in età moderna*, vol. VIII, t. 1 de la *Storia d'Italia*, dir., G. Galasso, Torino, Utet, 1994, p. 782-783.

(16) Voir A. DE REGIBUS, *I moti repubblicani dell'Ossola e del lago Maggiore nel 1798*, Pavia, Seis, 1922, et L. AMBROSOLI, *L'alto Novarese e l'Ossola dalla rivoluzione alla Restaurazione*, dans "Verbanus", 18(1997), p. 311-33.

(17) G. VACCARINO, *I patrioti "anarchistes" e l'idea dell'unità italiana (1796-1799)*, Torino, Einaudi, 1955.

après, à la prison)¹⁸ à laquelle il se soustrait peut être pour se réfugier en France, d'où il serait ensuite retourné en Italie après la victoire de Bonaparte à Marengo. Commence alors pour lui une deuxième saison politique puisque Berthier le nomme de suite membre du conseil piémontais, auquel il ne participa presque pas du fait de sa mort soudaine.

Durant la saison de l'exil donc, comme pendant sa brève expérience au gouvernement, Pietro Avogadro représenta un personnage d'une importance non négligeable dans le panorama du jacobinisme piémontais. Pourtant les connaissances le concernant demeurent peu nombreuses. Les maigres données dont on dispose, pour la plupart transmises par des érudits locaux, doivent être constamment interrogées à cause de la tentative explicite de faire oublier sa position de noble parjure vis-à-vis de son roi. Ainsi, sa participation aux émeutes paysannes de 1797 est toujours minimisée, tandis que la condamnation à mort est toujours décrite comme inutile et nuisible, n'ayant servi qu'à déterminer Avogadro à embrasser la cause révolutionnaire et, ensuite, à demander l'annexion du Piémont à la France. Tout compte fait, pour les rares écrivains ayant évoqué ses vicissitudes (tous partisans des Savoie), seule l'injustice de l'Ancien Régime aurait transformé un hobereau de province en un dangereux révolutionnaire, à qui seul le temps avait manqué pour faire le chemin inverse et à la faveur des changements, retourner auprès de son souverain piémontais légitime pour faire un acte d'allégeance que tant d'autres avaient accompli au fur et à mesure du repli révolutionnaire¹⁹. D'un autre côté, une historiographie plus attentive à l'expérience révolutionnaire n'a que trop peu investi la biographie de Pietro Avogadro, afin de comprendre les raisons qui poussèrent un aristocrate de province à embrasser la cause républicaine avec les choix politiques radicaux qui s'imposaient. La raison de ce désintérêt repose sûrement dans le problème d'interprétation idéologique du parcours de ce noble de Biella. Ses engagements radicaux en faveur de l'idée républicaine ne correspondent pas à l'unitarisme qui y a été le plus souvent accolé, les deux éléments devenant constitutifs de l'identité jacobine dans la péninsule.

Aussi est-il nécessaire aujourd'hui de repartir de l'autobiographie, encore inédite, de Giovan Battista Marocchetti, un patriote de Biella destiné à traverser une grande partie des événements du *Risorgimento* (il

(18) « Mille bruits effrayants couraient sur le sort des pauvres patriotes emprisonnés, dont on disait qu'une partie devaient être pendus, parmi lesquels Ranza, Giobert le chimicien et Avogadro-Formigliana ». Les mémoires de Bonafous sont reproduits dans G. VACCARINO, *I giacobini piemontesi (1794-1814)*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1989, vol. I, p. 674.

(19) DI VIGLIANO, *op. cit.*, p. 12-3.

meurt en 1851...) dont la vie politique avait commencé dans l'été 1797 à Biella quand, avec Pietro Avogadro, il participa aux protestations payannes dans la région²⁰. Bien des années après, Marochetti se rappelait son baptême en révolution :

« Comme à Biella éclata soudainement [...] une émeute populaire, causée surtout par la disette, un soulèvement auquel je fus d'abord complètement étranger, et que j'ai contribué à calmer dans la ville ; nombre de patriotes (maintenant on les appellerait libéraux) de la province, et parmi eux le comte Avogadro de Formigliana, un homme de grande influence dans son pays et de grands talents, pensèrent exploiter la situation pour mettre fin au despotisme, en suivant l'exemple de ce qu'on avait fait avec succès quelques jours avant dans des autres provinces du Piémont, et particulièrement à Asti.

On répandit donc des proclamations dans le même sens et on choisit ma maison pour lieu de rencontre. Pendant la nuit descendirent dans la ville, appelés des vallées voisines, de nombreux mécontents de tout genre avec le but de se joindre à la foule des affamés ; ils furent envoyés vers Vercelli, riche dépôt de blés, pour sauver Biella du pillage [...] Ces gens prirent les armes dans l'arsenal de la ville et, divisés en deux groupes sans ordre, en criant pain et liberté, commencèrent le chemin vers Vercelli, où l'on avait déjà perçu les signes d'une telle excitation. Ces mouvements partiels, ou pour mieux dire ces désordres incohérents, furent aisément étouffés par le gouvernement à cause de leur manque de moyens suffisants et de décisions partagées »²¹.

Marochetti se trouve par conséquent contraint de fuir et arrive à Milan à la fin juillet 1797. Il est logé chez un autre patriote piémontais, Giovan Battista Ranza qui avait longtemps vécu dans la France révolutionnaire et dont les positions fédéralistes à propos de l'unité italienne sont bien connues²², où il retrouve Avogadro, lui aussi ayant fui vers la

(20) Sur la figure de Marochetti voir M. PETROCCHI, « Equilibrio politico e indipendenza d'Italia (a proposito di un libro di G.B. Marochetti del 1830) », dans *Archivio storico italiano*, 98(1940) p. 131-144 et aussi la récente biographie de D. PRESA, *Protagonista della rivoluzione*, in *Rivista biellese* 6(2002), p. 12-22.

(21) La transcription à la machine de la *Autobiografia di Giov. Battista Marochetti* se trouve dans la bibliothèque municipale de Biella (segn. 4.B.54 ; la citation est aux p. 4-5).

(22) Sur la position de Ranza à propos de la question italienne voir A. Saitta, *Alle origini del Risorgimento: i testi di un celebre "concorso"*, Roma, Istituto storico italiano per l'età moderne e

Cisalpine afin d'échapper à la condamnation à mort qu'on lui avait infligée pour les événements de Biella.

Les deux débute à Milan une intense activité politique pour révolutionner le Piémont. Deux documents de préparation d'une tentative armée en 1798 en Val d'Ossola en fournissent la preuve. Le premier, daté du 4 vendémiaire an I de la liberté (25 septembre 1797) est le procès-verbal de l'élection, par quatre exilés de Biella, de Pietro Avogadro comme leur représentant, lui donnant mandat de se réunir avec les délégués des autres provinces de l'État piémontais « en l'autorisant à faire tout ce qui était possible pour la libération du Piémont ». Quelques jours après, dans un autre document que l'on peut dater du 5 octobre 1797, on apprend que le choix d'élire un représentant pour chaque province était dicté par « l'inconstitutionnalité d'un rassemblement général » et qu'Avogadro, entre temps élu à la tête du comité secret qui réunissait les députés provinciaux, avait été remplacé en tant que représentant de la circonscription de Biella par Marochetti²³.

Cette réunion avait manifestement pour objectif de révolutionner le Piémont et Avogadro se trouvait sans nul doute chargé de nouer les liens politiques pour assurer une couverture économique et militaire au projet d'invasion. Il faut lire dans cette perspective le discours qu'il prononça le 25 février 1798 au club constitutionnel de Milan, une vraie déclaration de guerre faite au roi de Savoie, suivie quelques semaines plus tard par la prise d'armes d'un groupe de volontaires. L'invasion du Val d'Ossola en avril 1798 se solda par un désastre. Les proportions de la défaite ne doivent cependant pas cacher la dimension réelle du réseau conspiratif des exilés piémontais, bien notée par les autorités cisalpines, dans d'autres sources.

Dès le début avril, par exemple, le responsable de la police générale du département du Ticino, le pro-inspecteur Magenta, révélait au gouvernement central que près de Bereguardo s'étaient concentrés environ deux cents individus, en majorité Piémontais, parmi lesquels beaucoup de Français « pour tenter l'invasion des États du Roi sarde », bientôt dispersés par l'intervention du commandant de la place. Dans cette missive, le fonctionnaire, conscient du fait que les volontaires allaient provoquer une nouvelle tentative, demandait quelle attitude tenir par rapport aux Cisalpins qui

contemporanea, 1964, vol. II, p. 181-99.

(23) Les deux procès verbaux se trouvent en Archivio di stato di Biella (=ASBi), *Fondo Avogadro Valdengo*, s. II, m. 1, inc. 42.

pouvaient se joindre aux volontaires piémontais²⁴. L'appel à l'union des patriotes continue en effet pendant tout le mois d'avril et encore le 29, pendant qu'à Domodossola, désormais reconquise par les troupes royales, de nombreux patriotes étaient passés par les armes. À Mantoue, le commissaire du pouvoir exécutif continuait à demander des instructions à son collègue de Cremona à propos du comportement à tenir vis-à-vis de plus de cinquante volontaires cisalpins décidés à aller au secours des Piémontais « qui essaient d'abattre leur tyran »²⁵. Ces épisodes, où l'attitude des autorités de police de la Cisalpine révèlent une hésitation entre le souci de l'ordre public et l'espoir d'un succès de l'expédition, ne peuvent cacher la sympathie avec laquelle le gouvernement de Milan regardait ce fait d'armes, même si officiellement la position était différente. La participation des Lombards ne fut certainement pas négligeable, comme en témoigne le lieu d'origine de plus de 60 fusillés.

L'état-major de l'armée française en Italie avait une responsabilité encore plus significative dans la tentative insurrectionnelle se soldant par un échec. Marocchetti n'hésite pas dans ses écrits à rappeler comment l'initiative, organisée par les clubs d'opposants piémontais en accord avec les exilés en terre cisalpine, s'était vue avalisée par le commandant en chef français en Italie, le général Brune et guidée par le colonel Seras, un sujet de la maison de Savoie mais à la solde de France, avec d'autres officiers complices²⁶. Il est cependant difficile de déterminer les vraies finalités de l'initiative militaire car la nature composite de l'armée des volontaires permettait différents objectifs reliés par la volonté commune de renverser le trône de Charles Emmanuel IV. Plusieurs années après, Marocchetti, bien que devenu désormais fervent défenseur de la cause italienne, se refusait d'admettre que le but prioritaire fût celui de l'union du Piémont à la Cisalpine.

Ces notes sont très instructives à propos de l'hétérogénéité des objectifs des insurgés : le « parti des armes » français voulait provoquer la politique du Directoire, fut-ce à travers les offices de l'ambassadeur de France à Turin Ginguené, et désirait la faire sortir d'une sorte d'immobilisme en poussant, par le biais d'une révolution des États du roi de Savoie, à la reprise des hostilités avec l'Autriche. La politique cisalpine avait

(24) Archivio di stato di Milano (=ASM), *Fondo Potenze estere*, c. 215.

(25) « Le but que ceux-ci se sont donnés, sans nul doute est louable, mais je doute que le Directoire exécutif approuve cette publicité ». *Ivi*, Lettre du commissaire du pouvoir exécutif du département du Mincio au commissaire du pouvoir exécutif de Crémone ; Mantoue, 10 floréal an VI.

(26) Voir sur ce point *Autobiografia di Giov. Battista Marocchetti*, (*op. cit.*, p. 28).

d'autres vues. À Milan, la chute de Charles Emmanuel IV était perçue avec faveur mais dans la perspective de l'annexion dans le cadre plus large d'une république italienne. Quant aux patriotes piémontais, la démocratisation de leur pays, objet de leur révolution importait bien plus que le projet unitaire. Pour ces derniers, une simple entente entre les États italiens révolutionnés suffisait jusqu'à l'annexion de Turin par la République Mère²⁷.

Il est difficile de savoir quelle était, au moment de la vaine expédition militaire, la perspective politique qui animait Avogadro, même s'il se mit à la tête des insurgés et signa en leur nom une proclamation aux populations du Val d'Ossola²⁸. Sauvé du carnage (et probablement réfugié encore une fois à Milan) il réapparut sur la scène politique à la fin de l'année 1798, quand l'intervention du général Joubert obligea Charles Emmanuel IV à quitter ses États et permit aux exilés de rentrer au Piémont. Pendant la brève existence du gouvernement provisoire républicain, Avogadro entra de suite en conflit avec les partisans de l'annexion à Milan, car Cicognara et Fantoni, les deux cisalpins fervents défenseurs d'une république italienne, le désignent comme principal responsable du choix de procéder par des incarcérations, à la répression de toute initiative unitaire²⁹.

Comment expliquer les raisons d'un acte qui a dû sembler, à de nombreux patriotes, une incroyable volte-face. Le discours d'Avogadro au club constitutionnel de Milan, la veille de l'entreprise militaire offre une trace de ses choix politiques ultérieurs : il dédia ses paroles au peuple cisalpin, anticipant les conditions politiques de l'invasion du Piémont. Ses considérations, acclamées par les patriotes présents, furent de suite déclarées dignes de paraître dans la presse³⁰. Pourtant, bien qu'il demande fortement l'aide cisalpine, Avogadro ne laisse jamais supposer une fusion avec Milan. Dans son discours il montre d'autres lignes directrices politi-

(27) « Ginguéné, homme doté de nombreuses vertus, ne voyait rien de bien en dehors des États républicains. Sa maison était fréquentée par des hommes qui avaient soif de nouveauté pour le Piémont, surtout ceux qui, voulant deux républiques pour l'Italie, pensaient que le Piémont devait s'unir à la France. Cette opinion, partagée par quelques nobles des plus importantes familles dérivait soit d'un amour de la liberté, soit d'une soif de pouvoir face à la famille royale ». *Ivi*, p. 27.

(28) DE REGIBUS, *op. cit.*, p. 23.

(29) « Un jour avant l'arrestation de Fantoni les patriotes ont soupçonné Scaravelli et Maffei d'avoir narré leur commission au citoyen Avogadro Foznoiliana [Formigliana] du gouvernement provisoire qui est le protecteur de Scaravelli ». In VACCARINO, *I patrioti "anarchistes"*, *op. cit.*, p. 236.

(30) *Discorso del cittadino Avogadro recitato nel circolo costituzionale la sera delli 7 ventoso acclamato per la stampa e dedicato dal medesimo autore al popolo cisalpino*, Milano, presso Netti in Strada Nuova, anno VI [1798].

ques et idéologiques : en développant fortement les arguments opposés à tout obstacle dicté par la théorie de l'assentiment tacite, il réaffirme le droit de chaque individu à se révolter contre toute autorité violant des droits de l'homme, compris comme les droits de chacun³¹. En même temps, il insiste sur l'obligation de toute nation libre de fournir un secours légitime dans une entreprise semblable³². Les deux argumentations, présentées séparément, dévoilent une pensée pertinente : d'abord le droit des individus à s'insurger indépendamment de la volonté de la majorité. La pensée d'Avogadro apparaît ici clairement influencée par un républicanisme ancien, tout concentré sur le rôle déterminant du citoyen vertueux dans le rétablissement des équilibres politiques déformés par la tyrannie ; ensuite l'obligation des nations libres de se porter au secours de celles encore soumises à la domination des rois. La vision d'Avogadro adhère explicitement au modèle de la guerre révolutionnaire que, dès le débat de la fin de 1791, Brissot avait placé au centre de la scène et que le Directoire, bien que dans un cadre politique complètement différent, n'avait pas hésité à proposer à nouveau. Ces deux thèmes, où républicanisme des anciens et républicanisme des modernes se croisent de façon curieuse, expliquent pourquoi, en l'espèce, le soutien de la nation cisalpine ne devait pas être poussé au delà de l'aide toujours due à la cause de la liberté républicaine³³. De ce point de vue en somme, dans les paroles d'Avogadro il n'y a aucune différence entre Français et Piémontais, deux peuples affranchis de l'esclavage de l'Ancien Régime, qui devaient tout mettre en œuvre pour permettre aux autres peuples de suivre leur chemin.

En suivant cette ligne de pensée, il devient possible de comprendre comment son initiative demandait (et naturellement rencontrait) le soutien

(31) « L'assentiment tacite, ce palladium des protecteurs du despotisme, sous la faveur duquel ceux-ci s'emploient à en prolonger la durée n'est qu'une distorsion sophistiquée. L'assentiment tacite dérive d'une présomption de volonté. Mais comment peut-on raisonnablement présumer que la masse du peuple ou un de ses individus veuille son oppression ? Et quand bien même on la supposerait réellement voulue, serait-elle une volonté crédible ? Ombre, grande ombre de Brutus : pourquoi tu ne confirmes pas mes arguments ? Toi mieux que moi serait capable de convaincre le groupe de patriotes rassemblés ici, que le silence des peuples opprimés n'est rien d'autre que le fruit de l'erreur, de l'ignorance, de l'humiliation, de la peur, de la stupide mais toute puissante habitude. » *Ivi*, p. 5-6.

(32) « Donc, et pour raison de bon voisinage, et pour raison d'intérêt personnel, et pour raison de mandat reçu par notre mère commune, les nations libres ne peuvent se soustraire à leur devoir de secourir les populations voisines opprimées ». *Ivi*, p. 9.

(33) « Il incombe donc à vous "premiers nés" républicains d'Italie, de tendre aux républiques sœurs restées en arrière votre flambeau ardent, afin que le leur s'enflamme. Vos intérêts partiiaux, votre statut de voisins, le système général de démocratie l'exigent et le commandent ». *Ivi*, p. 14.

des troupes françaises en garnison dans la Cisalpine, tout comme celle du gouvernement de Milan. Les premiers voulaient reprendre la guerre contre l'Autriche le plus tôt possible et considéraient comme un préliminaire pour une telle entreprise d'effacer l'enclave d'Ancien Régime représentée par le Piémont³⁴. Les seconds (également favorables à la reprise des hostilités) entrevoyaient dans chaque révolution des États voisins, une excellente occasion pour relancer le processus d'élargissement territorial, prémisses aux opérations militaires plus importantes sur l'échiquier italien³⁵. Néanmoins, le discours d'Avogadro, centré autour de la nécessité de restituer au Piémont une liberté depuis trop longtemps perdue, laisse entendre que son objectif était plus large. Cela explique pourquoi il avait bien plus confiance dans les Français que dans les Cisalpins. Cette préférence allait le pousser, dès les premiers mois de 1799, à opter pour l'annexion à la France plutôt que d'accepter la subordination à la politique expansionniste initiée par l'exécutif de Milan.

Il faut pourtant encore se demander quelle était la formation politique et culturelle qui le poussait à préférer les raisons d'une entente étroite avec Paris à l'adhésion à la cause unitaire italienne ? Les Autrichiens et les Russes abattirent la République Cisalpine au printemps 1799. Ils arrivent ensuite à Turin où, le faible gouvernement révolutionnaire renversé, ils mettent tout de suite en prison le noble patriote. La liste des livres confisqués fut alors dressée³⁶. Il s'agit d'un inventaire où l'on trouve de nombreux volumes de droit, avec une très forte attention pour le nouveau corpus de lois de la République française et de la Cisalpine, ainsi que de nombreux textes utiles à un propriétaire foncier, du point de vue de l'accroissement des rentes agricoles comme de celui du recouvrement des loyers. À côté de ces œuvres, toutefois, d'autres informent mieux sur ses intérêts politiques et culturels car ils démontrent une idéologie républicaine bâtie sur la lecture des textes classiques (Tacite et Plutarque), des écrivains italiens de l'époque moderne (Machiavel et Sarpi) et particulièrement des Lumières françaises (dans la liste se retrouvent toutes les œuvres de Raynal, Montesquieu, Buffon, Voltaire, Helvétius ainsi que de Rousseau et de Mably).

(34) B. GAINOT, « I rapporti franco-italiani nel 1799: tra confederazione democratica e congiura politico-militare », dans *Società e storia*, 20(1997), p. 345-376.

(35) Pour la ligne politique suivie à l'occasion par la République cisalpine, je renvoie à mon 1799. *Una storia d'Italia*, Milano, Guerini, 2004, p. 60-61.

(36) Les listes des livres confisqués à Avogadro, qui heureusement ne furent pas brûlés avec les papiers des procès contre les jacobins piémontais se trouvent en ASBi, *Fondo Avogadro Valdengo*, s. II, m. 1, inc. 20.

Il faut aussi souligner la présence, parmi les livres d'Avogadro, de ceux qui, dès 1792 (et notamment dès la chute de Robespierre en juillet 1794) dictent la ligne culturelle de la France républicaine : on y trouve en effet les œuvres les plus significatives de Condorcet, Delisle de Salles, Rabaut Saint-Étienne, Bernardin de Saint-Pierre et Volney, c'est-à-dire du groupe d'hommes (et d'œuvres) qui avaient animé la première saison républicaine, qui avaient appuyé la Terreur et qui étaient revenus sur la scène des idées durant les années du Directoire, du moins les survivants³⁷. À côté de ces auteurs il se trouve aussi d'autres textes qui avaient connu une grande diffusion durant ces mêmes années, notamment *L'Esprit de Mirabeau*, œuvre fortement anti-terroriste attribuée au journaliste démocratique Publicola Chaussard³⁸ ou bien les *Crimes des papes*, attribués à la plume du révolutionnaire Lavicomterie³⁹ mais beaucoup plus probablement œuvre du polygraphe Prudhomme, un autre homme de lettres qui avait fortement dénoncé la politique répressive de l'an II⁴⁰. Se trouvent aussi *Les Considérations politiques et morales d'Édouard Lefebvre*⁴¹ autre auteur qui n'avait rien épargné au robespierrisme, ainsi que le texte anti-religieux *Culte et lois d'une société d'hommes sans Dieu* que Sylvain Marechal avait imprimé en 1798. Ce dernier livre, rapproché de celui attribué à Lavicomterie cité plus haut et des *Œuvres complètes* de Fréret publiées en 1796⁴² nous permettent d'apprécier les centres d'intérêts d'Avogadro, inspiré par la critique de la morale et de la religiosité chrétienne. De la même façon doivent être cités le *Manuel des théophilan-*

(37) À ce sujet l'on trouve A.N. CONDORCET, *Bibliothèque d'un homme public*, Paris, Buisson, 1792; J.B.C. DELISLE DE SALLES, *De la philosophie de la nature*, Londres, s.n.t., 1789; J. P. RABAUT DE SAINT-ÉTIENNE, *Almanach historique de la révolution française*, Paris, Onfroy, 1792; H.B. SAINT-PIERRE, *Études de la nature*, Paris, s.n.t., 1793; C.F. VOLNEY, *Les ruines ou méditation sur les révolutions des empires*, Paris, Desenne, 1792. Voir à ce propos A. JAINCHILL, « The constitution of the year III and the persistence of classical republicanism », dans *French historical studies*, XXVI, 2003, p. 401-35.

(38) « On exhuma Mirabeau du Panthéon pour y placer Marat. Il me semble qu'alors le cadavre de Mirabeau dut se ranimer et se lever d'indignation pour sortir de cette enceinte profanée. C'est ainsi que dans les grandes calamités les statues des dieux s'embranlaient et abandonnaient leur temples ». *Esprit de Mirabeau, ou manuel de l'homme d'état des publicistes des fonctionnaires et des orateurs*, Paris, Buisson 1797, t. I, p. I

(39) L. LAVICOMTERIE, *Les crimes des papes de Saint-Pierre jusqu'à Pie VI*, Paris, Bureau Révolutions de Paris, 1792.

(40) Sur Prudhomme voir J. ZIZEK, « "Plume de fer": Louis-Marie Prudhomme writes the French revolution », dans *French Historical Studies*, XXVI, 2003, p. 620-661.

(41) E. LEFEBVRE, *Considérations politiques et morales sur la France constituée en République*, Paris, Bertrand, an VI.

(42) FRÉRET, *Œuvres complètes*, Paris, Dandré, an IV.

thropes attribué à Chemin Dupontes⁴³, *La Venus dans le cloître* de l'abbé Du Prat et aussi – du côté italien – les poèmes et tragédies comme le *Ricciardetto* de Niccolò Forteguerri, *Le Conclave* (œuvre théâtrale patronnée par Ranza), *La Vestale* (attribuée à Francesco Morelli), et les *Novelle de Casti* ainsi que les tragédies d'Alfieri⁴⁴.

L'ensemble de ces œuvres informe sur l'intérêt avec lequel Avogadro, d'abord au Piémont et ensuite dans la Cisalpine, suit avec attention les développements du débat politique et culturel français. À Milan, l'exilé piémontais peut lier des contacts avec le Club constitutionnel animé par Matteo Galdi. Avogadro possède d'ailleurs de nombreuses œuvres de ce dernier : du texte fondateur de l'unitarisme *La Necessità di stabilire una repubblica in Italia*, de son essai de politique étrangère, de ses virulentes critiques du modèle constitutionnel proposé par Peter Ochs pour la nouvelle République helvétique, jusqu'à la collection complète de l'an 1797 du *Giornale de' patrioti d'Italia*, journal diffusé dans le milieu de la contestation politique surtout par les exilés méridionaux⁴⁵. C'est aussi la fréquentation du club constitutionnel qui pousse Avogadro à s'intéresser aux positions politiques d'un autre unitaire comme Girolamo Bocalosi⁴⁶. En revanche, la curiosité d'Avogadro pour la production piémontaise semble assez faible : à l'exception de son intervention, titrée *Racconto di tutto ciò che ho scritto pendente due anni sulla libertà in Piemonte*, demeurée jusqu'à présent introuvable, presque rien ne lui semble digne d'être gardé : une œuvre de Gaspare Morardo sur l'instruction, une autre de Carlo Botta sur l'île de Corfù ainsi que l'anonyme *Vantaggi della democrazia*, tous publiés juste avant ou bien pendant la brève saison du gouvernement provisoire républicain⁴⁷.

(43) *Manuel des theophilantropes, ou adorateurs de Dieu et amis des hommes*, Paris, Bureau de l'Abeille politique, 1797.

(44) N. FORTEGUERRI, *Il Ricciardetto*, Venezia, Zatta, 1789; *Il conclave, dramma rivoluzionario da recitarsi a cristiana istruzione in tutti i teatri dell'Italia rigenerata*, Milano, Ranza, 1797; G. B. CASTI, *Novelle*, Milano, Netti, 1797; *La vestale, o sia Elvia e Sempronio*, Londra, s.n.t., 1796; V. ALFIERI, *Tragedie*, Venezia, Zatta, 1792.

(45) M. GALDI, *Necessità di stabilire una repubblica in Italia*, Milano, Veladini, 1796; Id., *Discorso sui rapporti politico-economici dell'Italia libera con la Francia e col resto d'Europa*, Milano, Villettard, 1797; Id., *Progetto di costituzione elvetica*, Milano, Netti, 1798; *Giornale de' patrioti d'Italia*, collezione dal numero del 20 gennaio a quello del 25 novembre 1797.

(46) G. BOCALOSI, *Dell'educazione democratica da darsi al popolo italiano*, Milano, Pogliani, 1796.

(47) G. MORARDO, *La riforma degli studi d'Italia*, Torino, Morano, anno VII; C. BOTTA, *Storia naturale e medica dell'isola di Corfù*, Milano, Stamperia italiana e francese a san Zeno, anno VII; *Vantaggi della democrazia*, Torino, Soffietti s.d. [mais 1799].

Quelques conclusions peuvent être tirées de ce parcours *a priori* atypique et de l'examen des œuvres confisquées. Elles semblent confirmer (mais aussi expliquer) l'impression d'Avogadro à propos de la nature superficielle du sentiment unitaire des Piémontais⁴⁸. L'exemple des lectures du républicain de Biella semble aussi dévoiler une part des raisons de son engagement : il avait comme points de référence, d'un côté une culture classique, de l'autre celle des Lumières française sur lesquelles s'étaient superposées certaines réflexions, fruits de l'exil milanais. La saison cisalpine lui avait également permis de rentrer en contact avec les méridionaux qui insistaient pour une solution unitaire en faveur de toute la péninsule. Pourtant, ses intérêts politiques et culturels, fondés sur ses lectures françaises, semblaient lui faire conclure à la quasi impossibilité d'un pouvoir vivre républicain hors du cadre tracé par la République mère. Cela ne signifie pas, naturellement, que les visions d'Avogadro dans ce domaine soient à considérer comme erronées : plus simplement ses vicissitudes semblent suggérer que sur la scène du Piémont de la fin du XVIII^e siècle, une génération, dont la formation culturelle était encore nettement façonnée par le modèle français avait pris en main son destin. Pour ces hommes, dont Avogadro, la perspective d'une indépendance italienne ne constituait nullement une priorité. Les événements dramatiques de 1799 montrèrent clairement combien un tel modèle pouvait coexister avec les thèses des partisans de l'unité italienne et comment certains républicains radicaux restèrent à l'écart des propositions unitaires. Le seul parcours de ce noble en révolution permet de nuancer le lien entre unité italienne et radicalisme, en tant que mesure du jacobinisme transalpin et montre d'autres pistes de recherches dans l'histoire du radicalisme politique italien, et notamment du côté des partisans d'une solution française ou des républiques fédératives italiennes.

Antonino DE FRANCESCO
Dipartimento di scienze della storia
e della documentazione storica
Università degli studi di Milano
20122 Milano, via Festa del Perdono 7
antonino.defrancesco@unimi.it

(48) VACCARINO, *I patrioti "anarchistes"*, *op. cit.*, p. 88.